

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

Lille, le 22 juin 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CILA SAS**

39 rue Voltaire  
59620 Aulnoye-Aymeries

Références : V2/2023-169  
Code AIOT : 0007001511

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2023 dans l'établissement CILA SAS implanté 39 rue Voltaire 59620 Aulnoye-Aymeries. L'inspection a été annoncée le 14/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

Conformément aux dispositions de l'article R.515-70 du code de l'environnement, les conditions d'autorisation d'exploiter des installations visées par les rubriques IED ainsi que les équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution doivent être réexaminées et, au besoin, actualisées dans un délai de 4 ans à compter de la publication des conclusions MTD relevant de la rubrique principale.

Compte tenu de la date de publication de la décision d'exécution (UE) 2018/1147, le 17 août 2018, l'échéance de mise en conformité avec les MTD pour le traitement des déchets était le 17 août 2022.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, qualifié dans le présent rapport "arrêté ministériel MTD WT", fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2018/1147 précitée.

La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur le contrôle du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel MTD WT du 17 décembre 2019.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CILA SAS
- 39 rue Voltaire 59620 Aulnoye-Aymeries
- Code AIOT : 0007001511
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CILA est spécialisée dans la régénération des huiles usagées claires. Le traitement consiste en :

- un préchauffage des huiles et décantation ;
- une déshydratation par désorption ;
- une filtration pour l'extraction des fractions granulométriques.

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 avril 1982 complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 janvier 1988 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 novembre 1988 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2014.

Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 2790 : Installation de traitement de déchets dangereux d'huiles usagées claires. La capacité annuelle de traitement est de 2870 t/an ;
- 3510 : Élimination ou valorisation des déchets dangereux - Régénération d'huiles usagées claires pour une capacité maximale de 20 t/j ;
- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux d'huiles usagées claires à traiter pour une capacité maximale de 120 t.

Les activités du site relèvent donc de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

De plus, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance en juin 2021 modifié en juillet 2021, relatif au transit d'huiles noires, au traitement des déchets non dangereux et à la réorganisation des stockages.

Ces nouvelles activités relèvent des rubriques suivantes :

- 2718 : Installation de transit d'huiles noires dangereuses, sous le régime de l'autorisation. La quantité maximale susceptible d'être présente est de 28 t.
- 2791 : Installations de traitement d'huiles usagées claires non dangereuses, sous le régime de la déclaration. La capacité maximale de traitement est de 9 t/j et de 1 000 t/an.
- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux d'huiles usagées. Le site est déjà autorisé au titre de cette rubrique pour une capacité maximale de 120 t et le projet ne conduira à aucune augmentation des capacités de stockage.

Par courrier du 26 juillet 2021, l'Inspection a informé l'exploitant de l'absence de caractère substantiel des modifications sollicitées.

Pour l'application de l'arrêté ministériel MTD WT du 17 décembre 2019, les activités de régénération d'huiles usagées exercées par CILA entrent dans le champ d'application du secteur de traitement physico-chimique des déchets par reraffinage d'huiles usagées.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action régionale BREF WT sur le contrôle du respect de l'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	MTD Générique – Surveillance des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	MTD spécifique – Surveillance des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	MTD spécifique - Techniques spécifiques au reraffinage	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
7	MTD spécifique – Surveillance des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	MTD Générique - Inventaire des flux d'effluents	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	/	Sans objet
3	MTD Générique - Capacité de stockage appropriée	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	MTD Générique - Séparation des déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'Inspection des installations classées a relevé 5 non-conformités et propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société CILA SAS, en application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, de respecter les prescriptions :

- du X de l'annexe 3.1,
- du III de l'annexe 3.4,
- du IX de l'annexe 3.4,

de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

L'Inspection des installations classées formule également 2 faits susceptibles de suites administratives pour lesquels il est attendu des éléments complémentaires de la part de l'exploitant dans un délai de 30 jours, pour pouvoir, soit statuer sur la conformité de ses installations, soit lever la non-conformité relevée.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : MTD Générique - Inventaire des flux d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :<ol style="list-style-type: none"><li>a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;</li><li>b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;</li></ol></li><li>2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins :<ol style="list-style-type: none"><li>a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;</li><li>b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;</li><li>c) Les données relatives à la biodégradabilité ;</li></ol></li><li>3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :<ol style="list-style-type: none"><li>a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;</li><li>b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;</li><li>c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;</li><li>d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.</li></ol></li></ol>
<p><b>Constats :</b> Sur demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis l'inventaire par courriel du 16/03/2023. Celui-ci ne répondant aux dispositions du III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019, l'exploitant l'a complété suite à la visite d'inspection et l'a transmis par courriel du 18/04/2023.</p> <p><b>Fait susceptible de suites 1 :</b> L'inventaire disponible au 18/04/2023 ne contient pas l'ensemble des informations réglementairement requises.</p> <p>En particulier cet inventaire ne comprend pas ou est incomplet vis-à-vis des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• caractéristiques des déchets à traiter : nature exacte des différentes catégories de déchets entrants ; l'inventaire ne fait état que de la présence d'« huiles » ;</li><li>• composition des déchets ;</li><li>• description des procédés ;</li><li>• schémas des procédés ; ceux-ci doivent montrer l'origine des émissions de façon différenciée et non globalisée, et identifier les zones d'émissions (canalisées ou diffuses) ;</li><li>• identification des effluents aqueux, notamment vis-à-vis du lavage des containers ;</li><li>• composition exhaustive des effluents aqueux et gazeux et identification des substances pertinentes ;</li><li>• justification de la non pertinence de la surveillance des paramètres nommément désignés dans l'arrêté ministériel MTD WT pour les flux d'effluents aqueux (PFOA et PFOS)</li></ul>

notamment).
<b>Observations</b> : L'exploitant transmettra un inventaire exhaustif contenant l'ensemble des informations réglementaires requises.
<b>Type de suites proposées</b> : Susceptible de suites
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

## N° 2 : MTD Générique - Séparation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparation des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.
<b>Constats :</b> Les déchets réceptionnés sur le site sont de plusieurs catégories : <ul style="list-style-type: none"><li>• des huiles claires usagées dangereuses ;</li><li>• des huiles claires usagées non dangereuses ;</li><li>• des huiles usagées noires dangereuses ;</li></ul> Seules les huiles claires font l'objet d'un traitement sur site, les huiles noires sont regroupées sur le site avant traitement externe.  L'organisation des stockages permet la séparation des déchets d'huiles de catégories différentes : <ul style="list-style-type: none"><li>• cuves aériennes de stockage des huiles claires à traiter ;</li><li>• cuves aériennes de stockage des huiles claires traitées ;</li><li>• cuves aériennes de traitement ;</li><li>• une cuve aérienne dédiée au transit d'huiles usagées noires ;</li><li>• une zone de stockage des conditionnés (fûts et containers).</li></ul> De plus, le stockage et les traitements des huiles usagées sont réalisés par lot correspondant à une admission sur site, sans regroupement préalable d'huiles de même catégorie.  L'exploitant dispose : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'une procédure d'acceptation préalable des déchets ;</li><li>• d'une procédure d'admission des déchets lors de leur arrivée sur site ;</li><li>• d'un plan d'affectation des stockages et équipements ;</li></ul> qui encadrent la gestion de stockages de déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 3 : MTD Générique - Capacité de stockage appropriée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée
<b>Prescription contrôlée :</b> Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;</li><li>• la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;</li><li>• le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan d'affectation des cuves et de la zone de stockage en containers précisant les capacités maximales. Le stockage des déchets principalement en cuves permet de limiter physiquement les quantités présentes. La quantité de déchets dans la zone extérieure de stockage en containers est limitée à 100 m <sup>3</sup> sur une surface délimitée de 155 m <sup>2</sup> .  L'exploite dispose d'un fichier informatique permettant le suivi de l'état des stocks par zonages du site : huiles à régénérer, huiles régénérées, additifs, huiles de négoce, déchets produits par le site, consommables, IBC vides, palettes,... et la comparaison aux capacités autorisées. Ce fichier est mis à jour quotidiennement, en fin de journée. Un inventaire est également réalisé mensuellement par l'exploitant.  <b>Fait susceptible de suites 2 :</b> <b>En revanche, le temps de séjour maximal des déchets n'est pas fixé.</b>
<b>Observations :</b> L'exploitant précisera les dispositions prises concernant la gestion du temps de séjour maximal des déchets sur son site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : MTD Générique – Surveillance des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance effluents aqueux commune à tous les traitements

Prescription contrôlée :

X. Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO) (4)	180 mg/L (6)	mensuelle
Carbone organique total (COT) (4)	60 mg/L	mensuelle

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(5) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 15 kg/j, la valeur limite d'émission est 35 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 35 mg/L et 60 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(6) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 100 kg/j, flux ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, la valeur limite d'émission est 125 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand le rejet s'effectue en mer ou que la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 125 mg/L et 180 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective :

Paramètre	Fréquence de surveillance (1)
PFOA	semestrielle
PFOS	semestrielle

(1) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

Constats : Le process de traitement des huiles usagées claires exercées sur le site n'utilise pas d'eau.

En séance, l'exploitant a indiqué que l'activité de lavage de containers est très épisodique et se limite à environ 20 IBC/an. Les eaux de lavage sont récupérées et gérées en filières externes (déchets).

Les effluents aqueux du site sont :

- les eaux usées domestiques ;
- les eaux de ruissellement sur les surfaces imperméabilisées du site notamment les voiries ;
- les eaux de pluie contenues dans les rétentions extérieures.

Les eaux de ruissellement sont collectées par le réseau eaux pluviales et traitées par un séparateur à hydrocarbures puis rejoignent le réseau public d'assainissement en un point unique de rejet.

Les eaux des rétentions sont rejetées de façon ponctuelle au réseau de collecte des eaux pluviales du site après contrôle de leur qualité (bandelette).

Afin de répondre aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation et de sa convention de rejet, l'exploitant a mis en place une procédure de prélèvement des effluents aqueux afin d'en assurer la surveillance (ref. QSE\_200603\_P datée du 06/2020). Celle-ci prévoit la réalisation d'un prélèvement mensuel et :

- d'une analyse mensuelle sur le paramètre indice hydrocarbures ;
- d'une analyse semestrielle, notamment sur les paramètres suivants visés par l'arrêté ministériel MTD WT : MES, DCO.

**La fréquence de surveillance des effluents aqueux définie par l'exploitant sur les paramètres génériques visés par l'arrêté ministériel MTD WT n'est pas conforme.**

Néanmoins, suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la procédure modifiée avec ajout d'une surveillance conforme à l'arrêté ministériel MTD WT pour les paramètres génériques visés.

**Observation 1 : En revanche, la date de modification de la procédure n'a pas été tracée par l'exploitant.**

A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis par mail du 18/04/2023 les 3 derniers bulletins d'analyse. Ceux-ci ne sont pas récents et ne respectent pas le programme d'autosurveillance fixé par l'exploitant dans sa procédure, ni a fortiori les prescriptions de l'arrêté ministériel MTD WT :

- campagne de mars 2021 : analyses de l'indice hydrocarbures ;
- campagne de juin 2021 : analyses de l'indice hydrocarbures ;
- campagne de septembre 2021 : analyses notamment de l'indice hydrocarbures, MES, DCO.

En séance, l'exploitant a indiqué que la mise sur rétention de la zone extérieure de stockage des containers en 2021 a occasionné une modification du débit d'effluents et n'a pas permis de réaliser des prélèvements d'effluents aqueux en sortie de séparateur au point de rejet.

**Dans les faits, la surveillance des effluents aqueux n'est plus réalisée depuis septembre 2021 malgré les épisodes pluviaux intervenus.**

**Constat avec suites n°1 : La fréquence mensuelle de surveillance des effluents aqueux sur les paramètres génériques MES, DCO/COT, visés par l'arrêté ministériel MTD WT n'est pas respectée.**

L'exploitant doit en outre justifier que les paramètres PFOA et PFOS ne sont pas pertinents pour son flux d'effluents aqueux via l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel MTD WT.

<b>Observations :</b> L'exploitant tracera la date de modification de sa procédure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 5 : MTD spécifique – Surveillance des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance applicable aux installations de reraffinage des huiles usagées			
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IX. Valeurs limites d'émission et surveillance applicables aux installations de traitement physicochimique de déchets</p> <p>[...]</p> <p>Effluents aqueux :</p> <p>Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p>			
Traitement	Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
[...]	[...]	[...]	[...]
Reraffinage des huiles usagées	Indice hydrocarbure	10 mg/L	mensuelle
	Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) (4)	As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L (7) Cr : 0,15 mg/L (8) Cu : 0,5 mg/L (9) Pb : 0,1 mg/L Ni : 0,5 mg/L (10) Zn : 1 mg/L	mensuelle
	Mercure (Hg) (4)	5 µg/L	mensuelle
	Indice phénol	0,2 mg/L (11)	mensuelle
	Azote total (N total)	25 mg/L (5) (6) (11)	mensuelle
[...]	[...]	[...]	[...]
<p>(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station.</p> <p>(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.</p> <p>(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.</p> <p>(4) La valeur limite et la surveillance ne sont applicables que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.</p> <p>(5) La valeur limite peut ne pas être applicable en cas de faible température des effluents aqueux (inférieure à 12 °C).</p> <p>(6) La valeur limite peut ne pas être applicable en cas de concentrations élevées de chlorures (supérieures à 10 g/L dans les déchets entrants).</p> <p>(7) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, la valeur limite d'émission est 25 µg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 25 µg/L et 0,05 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.</p> <p>(8) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,1 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,1 mg/L et 0,15 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.</p>			

(9) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,25 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,25 mg/L et 0,5 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(10) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,2 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,2 mg/L et 0,5 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(11) Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement. »

**Constats :** L'exploitant a mis en place une procédure de prélèvement des effluents aqueux afin d'en assurer la surveillance (ref. QSE\_200603\_P datée du 06/2020). Celle-ci prévoit la réalisation d'un prélèvement mensuel et :

- d'une analyse mensuelle sur le paramètre indice hydrocarbures ;
- d'une analyse semestrielle sur certains paramètres mais ne prévoit aucune surveillance des autres paramètres spécifiques visés par l'arrêté ministériel MTD WT.

**Le programme de surveillance défini par l'exploitant n'inclut pas l'ensemble des paramètres spécifiques aux activités de re-raffinage exercées sur le site visés par l'arrêté ministériel MTD WT.**

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 18/04/2023 la procédure modifiée. **Observation 2:** Néanmoins la surveillance n'inclut toujours pas les paramètres spécifiques visés par l'arrêté ministériel MTD WT.

A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis par mail du 18/04/2023 les 3 derniers bulletins d'analyse. Ceux-ci ne sont pas récents et ne respectent pas le programme d'autosurveillance fixé par l'exploitant dans sa procédure, ni a fortiori les prescriptions de l'arrêté ministériel MTD WT.

- campagne de mars 2021 : analyses de l'indice hydrocarbures ;
- campagne de juin 2021 : analyses de l'indice hydrocarbures ;
- campagne de septembre 2021 : analyses notamment de l'indice hydrocarbures.

En séance, l'exploitant a indiqué que la mise sur rétention de la zone extérieure de stockage des containers en 2021 et les conditions climatiques de sécheresse ont occasionné une modification du débit d'effluents et n'ont pas permis de réaliser des prélèvements d'effluents aqueux en sortie de séparateur au point de rejet.

**Dans les faits, la surveillance des effluents aqueux n'est plus réalisée depuis septembre 2021 malgré les épisodes pluviaux intervenus.**

**Constat avec suites n°2 :** La fréquence mensuelle de surveillance des effluents aqueux sur le paramètre spécifique indice hydrocarbure visé par l'arrêté ministériel MTD WT n'est pas respectée.

**Constat avec suites n°3 :** La surveillance des effluents aqueux sur les autres paramètres spécifiques (arsenic cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure, indice phénol, azote total) visés par l'arrêté ministériel MTD WT n'est pas réalisée.

<b>Observations :</b> L'exploitant inclura dans sa procédure la surveillance des paramètres spécifiques visés par l'arrêté ministériel MTD WT.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : MTD spécifique - Techniques spécifiques au reraffinage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.4			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Techniques spécifiques aux installations de reraffinage des huiles usagées			
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant confine, collecte et traite ses émissions conformément au d du VI de l'annexe 3.1. [...]			
<u>d du VI de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019</u> VI. Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses [...]			
	Technique	Description	Applicabilité
d	Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses	Cela inclut des techniques telles que : - le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ; - le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ; - la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.	L'utilisation de bâtiments fermés ou d'équipements capotés peut être limitée par des considérations de sécurité, telles que le risque d'explosion ou d'appauvrissement en oxygène. Cette technique peut aussi être difficile à mettre en place en raison du volume des déchets.
<b>Constats :</b> Au regard de l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019 présenté par l'exploitant, les opérations de traitement des huiles usagées claires par re-raffinage exercées sur le site génèrent des émissions diffuses de COV. Ces activités de traitement sont réalisées au sein de 2 bâtiments fermés. <b>En revanche, ces émissions diffuses ne sont pas collectées.</b> Cette collecte des émissions diffuses doit permettre de les canaliser et de pouvoir les traiter avant rejet.			
<b>Constat avec suites 4 :</b> Les émissions diffuses de COV au sein des bâtiments abritant les activités de traitement des huiles usagées par re-raffinage ne sont pas collectées.			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription			
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois			



**N° 7 : MTD spécifique – Surveillance des effluents gazeux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance applicable aux installations de reraffinage des huiles usagées			
<b>Prescription contrôlée :</b> IX. Valeurs limites d'émission et surveillance applicables aux installations de traitement physicochimique de déchets  Effluents gazeux :			
Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
[...]	[...]	[...]	[...]
Reraffinage des huiles usagées	COVT	30 mg/Nm <sup>3</sup> (3)	Semestrielle
[...]	[...]	[...]	[...]
[...] (3) La valeur limite ne s'applique pas lorsque le flux est inférieur à 2 kg/h au point d'émission, à condition qu'aucune substance CMR ne soit pertinente pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.			
<b>Constats :</b> <u><b>Constat avec suites n°5 :</b></u> <b>Faute de collecte des émissions diffuses de COV au sein des bâtiments abritant les activités de traitement des huiles usagée par re-raffinage (cf. point de contrôle n°6), les rejets ne sont pas canalisés et :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>la surveillance des effluents gazeux canalisés sur le paramètre COVT réglementé par l'arrêté ministériel MTD WT ne peut être réalisée ;</li> <li>le respect de la valeur limite d'émission prescrite ne peut être vérifié.</li> </ul>			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription			
<b>Proposition de délais :</b> 10 mois			